



**RAPPORT D'ANALYSE DES DONNEES DE MONITORING DE PROTECTION
TILLABERI
DECEMBRE 2019**



Femmes et enfants PDI sur le site d'accueil des PDI d'Ezza (département d'Abala, commune de Sanam), décembre 2019

I. CONTEXTE SÉCURITAIRE

La situation sécuritaire dans la région de Tillabéri, a continué de se dégrader tout au long de l'année 2019, avec des périodes plus critiques les unes que les autres. Ces évolutions graduelles ont commencé en début de janvier 2019, avec les premières attaques attribuées aux groupes armés non étatiques dans les localités de la bande frontalière Niger-Burkina Faso. Ces localités frontalières qui étaient jusqu'en fin 2018 affectées par des incursions liées à des replis des éléments des GANE, qui opèrent dans la zone des trois frontières (Niger-Burkina Faso-Mali).

Pendant ce temps à la frontière Niger-Mali, le conflit interethnique entre peulh et touareg daoussag qui avait cours jusqu'en fin 2018, s'est calmé avec l'apparition et l'installation des nouveaux GANE dans les localités sur le long de la frontière.

A tout ceci est venu s'ajouter, un climat sécuritaire tendu ayant conduit à des mouvements massifs de populations dans la région tout au long de l'année 2018. En effet, le premier trimestre de l'année 2019, a été ainsi marqué non seulement par des enlèvements et assassinats de leaders communautaires sur la bande frontalière Niger-Burkina Faso, mais aussi par des prélèvements de taxes sur les bétails, ayant eu des méfaits sur le climat sécuritaire avec des menaces sur celle du Niger-Mali, par les groupes armés non étatique.

C'est dans ce contexte volatile que la situation a pris des nouvelles tournures notamment avec les assassinats ciblés des hauts dignitaires coutumiers dans les zones frontalières Niger-Mali, par les groupes armés non étatique nouvellement implantés.

Les sources communautaires ont rapporté en son

a. Département d'Ayérorou (Commune d'Inates)

Le département d'Ayérorou, particulièrement la commune d'Inates a connu une situation sécuritaire bouleversante au cours de l'année 2019. Contrairement à l'année 2018, où les attaques et menaces dans la commune par les GANE, se limitaient aux villages et campements, en 2019 plusieurs attaques ont été dirigées contre le chef-lieu de la commune. Ces attaques perpétrées par des GANE ont visé à la fois les populations civiles mais aussi la position militaire d'Inates. Tout a commencé le 27 avril 2019, lorsqu'une attaque ciblée vise le chef de groupement d'Inates à la grande surprise générale de la population. Des éléments de GANE effectuent une incursion à l'aube et assassinent deux personnes dont le chef du groupement à son domicile à Inates chef-lieu.

Après cet événement les populations traumatisées et prises de peur en particulier les leaders et no-

temps des campagnes de sensibilisations menées auprès des populations des localités frontalières de la région par des GANE afin d'avoir la confiance de celle-ci, mais aussi de recruter des bras valides pour augmenter sur leurs effectifs.

Cette stratégie des GANE aurait été mal accueillie par certains grands chefs coutumiers dans les différentes zones, qui seraient à la fois pris sous une double contrainte, celle des autorités mais aussi d'une grande partie de leurs populations.

Parallèlement à une stratégie de terreur d'une part et de séduction d'autres part des groupes armés non étatiques des localités frontalières Niger-Mali-Burkina Faso, de la région de Tillabéri, s'attaquent aux positions et patrouilles des FDS.

Les sources communautaires rapportent que les attaques contre les FDS auraient deux objectifs majeurs notamment montrer aux populations civiles que ces FDS ne sauraient protéger les plus réticents à coopérer mais aussi une manière intelligente de se ravitailler en matériels de guerre.

En définitive, en cette fin de l'année 2019, deux constats majeurs se dégagent dans la région de Tillabéri. L'affaiblissement moral et psychologique des populations civiles qui vivent dans les localités frontalières Niger-Mali-Burkina Faso, et l'occupation progressive de l'espace par les groupes armés non étatique de ces localités et le contrôle de certains couloirs de passages transfrontaliers Niger-Mali.

L'analyse du monitoring communautaire sur ces deux constats ressort que la situation en ce mois de décembre 2019, est alarmante pour ces populations civiles dont la vulnérabilité s'accroît du jour au jour.

tables du village effectuent des mouvements par petits groupes de ménages vers Ayérorou, et Tillabéri. Pour les populations restantes, les hommes passent les nuits hors du village par peur d'attaque, tout en laissant seuls les enfants, et femmes confrontées eux aussi à l'insomnie et traumatismes

C'est dans ce contexte tendu de peur chez les populations que le 01 juillet 2019, une attaque d'envergure vise le camp militaire d'Inates longtemps considéré comme une source de sécurité par les populations. Suite à cette attaque, des mesures de restrictions sécuritaires sont prises par les militaires pour cadrer les mouvements des populations déjà pollués par l'environnement.

Les témoignages recueillis en son temps lors du monitoring communautaire auprès des populations d'Inates faisait état d'un étouffement des populations

par la position militaire qui avait durci les conditions de l'état d'urgence (interdictions d'allumer une lampe torche la nuit, de mouvements hors du village, de courir etc.).

Et pour ajouter à cette situation tendue le 15 juillet 2019, des GANE attaquent et assassinent le chef de groupement par intérim qui s'est installé après l'assassinat du principal chef. Ce dernier événement a donné lieu au déplacement de toute la population du chef-lieu de la commune d'Inates vers Ayérou.

Le 10 décembre 2019, une deuxième attaque d'une grande envergure cible la position militaire d'Inates

Au 31 décembre 2019, la situation dans la commune d'Inates se présente comme suit :

- Le chef-lieu de la commune est vidé de toute sa population malgré l'existence de plusieurs services sociaux de base,
- Tous les villages et hameaux de la commune qui accueillent des PDI sont en cours de mouvements secondaires vers d'autres lieux plus sécurisés à l'intérieur et/ou hors de la commune,
- Aucun service social de base ne fonctionne dans toutes les localités de la commune qui accueillent des PDI et/ou habitées encore par des populations,

b. Départements de Banibangou-Ouallam et Abala

La situation sécuritaire dans ces trois départements frontaliers du Mali, de la région de Tillabéri, a pris des nouvelles tournures en cette fin d'année 2019. Cela serait dû au retrait des forces maliennes sur le long de la frontière qui aurait donné un accès facile aux GANE pour intervenir dans les villages frontaliers desdits départements.

Pour les départements de Ouallam et Banibangou, notamment la commune de tonditchiwindi une série d'enlèvements et assassinats d'au moins 5 chefs de villages de la zone effectué le 22 novembre 2019, a complétement bouleversé la quiétude des populations civiles qui se sentaient plus ou moins en sécurité jusqu'à cette date. Faut-il noter que ces deux départements ont été peu ou pas touchés par les enlèvements et assassinats des leaders communautaires depuis le début de la crise sécuritaire en 2018.

Pour le département d'Abala, qui a gardé un calme sécuritaire relatif tout au long de l'année 2019, en dépit des attaques sporadiques rapportées de temps à autre. La résurgence de la situation sécuritaire de ce département a commencé le 12 octobre 2019, lorsqu'une patrouille militaire a été la cible d'une attaque d'envergure avec une centaine d'éléments de GANE dans le village d'Abaré (commune de Sanam). Cette attaque a confirmé les inquiétudes des populations civiles sur l'activisme constaté des GANE au cours de cette même période.

et fait plus de 70 morts parmi les militaires (source : gouvernementale). Cette attaque vient adoucir les espoirs des populations civiles les plus tenaces à y rester dans la commune.

En rappel au cours du mois du novembre 2019, les mêmes attaques d'envergures ont visé des positions militaires avancées de l'armée malienne sur la bande frontalière Niger-Mali. Cela a conduit l'armée malienne à se retirer de ses positions avancées et permis aux GANE d'avoir une liberté d'opération dans toute la bande des deux côtés de la frontière.

Il faut noter que ce département a été plus concerné par les prélèvements des taxes sur les bétails par les GANE tout au long de l'année 2019, mais aussi des enlèvements spontanés des véhicules appartenant aux particuliers et /ou organisations non gouvernementales qui travaillent dans la zone C'est dans ce contexte que le 18 novembre 2019, pour la première fois une incursion suivie d'incendie volontaire d'école a été menée par des éléments de GANE dans le hameau de Takalayiya rattaché au village de Tigzéfán, à environ 50km au nord d'Abala (chef-lieu de la commune).

Le 24 novembre 2019, dans le village de Tillimoune à environ 43km au nord-est d'Abala (chef-lieu de la commune), une autre incursion et incendie volontaire d'école ont été perpétrées par des éléments de GANE. Une semaine plus tard ce fut l'école de Tigzéfán qui a été victime d'un incident similaire avec cette fois-ci des agressions physiques contres des enseignants.

Ces pratiques dans cette situation sécuritaire du département d'Abala, seraient inscrites dans la nouvelle stratégie des groupes armés non étatique, selon les sources communautaires. Cette stratégie consiste à la fois de répandre leurs influences et emprise sur les populations civiles dans la zone, mais aussi de disposer de vastes zones d'opérations dépourvues de toute présence militaire.

c. Départements de Torodi-Gotheye-Téra

La bande frontalière du Niger-Burkina Faso, a été confrontée à une crise sécuritaire sans précédent au cours de l'année 2019 en l'occurrence les villages frontaliers des départements ci-dessous cités. En rappel, cette zone est connue depuis de nombreuses décennies pour des actes de banditisme courants impliquant des braquages armés, vols et attaques sur des axes de marchés suivi d'extorsions des biens des personnes.

Ce banditisme courant a laissé place aux activités de groupes armés non étatique plus structurés avec des affiliations, une idéologie et des modes opératoires qui défient les stratégies militaires des pays entiers. Les départements de Gotheye, Téra, Bankilaré et Torodi coté Niger et les communes de Boundoré, Falongountou, Markoy, Tankougounadjé, Gorongoron, et Matchakoili coté Burkina Faso, sont particulièrement touchés par la situation sécuritaire ci-dessus décrite tout au long de l'année 2019. Ces zones susmentionnées sont à vocation agropastorale, ou vivent majoritairement des communautés gourmantché, peulh, touareg et zarma sonrai de part et d'autre de la frontière. Avec une forte démographie, cette zone possède aussi des vastes étendues d'eaux offrants des

potentialités en irrigations dont bénéficient les populations qui y vivent en partageant les mêmes réalités sociales et culturelles.

La situation sécuritaire liée à l'arrivée des groupes armés non étatique bouleverse totalement la dynamique d'antan dans la vie de ces populations. Selon des sources sécuritaires et des activités de monitoring effectuées sur cette bande frontalière, plus de 200 attaques ont visé des populations civiles depuis le début de l'année 2019 à ces jours.

Ces attaques ont occasionné la mort d'au moins 50 personnes civiles, le déplacement interne de populations coté Niger de 1013 personnes, 2190 personnes burkinabés venus dans les localités frontalières de Boni, Tangounga, Banteri, Gabekan, oufoinou dans les communes Makalondi, Torodi au mois de mars 2019.

D'octobre à décembre 2019, 48 attaques ont été perpétrées avec 5 assassinats ciblés, 9 enlèvements, 6 écoles incendiées volontairement dans les communes de Makalondi, Dargol, Goroual, Torodi, Téra et Bankilaré, selon les informations rapportées par les sources communautaires.

II. CONTEXTE OPERATIONNEL

Le contexte opérationnel de la région de Tillabéri, est resté hostile tout au long de l'année 2019. La volatilité des conditions sécuritaires observée sur le terrain du fait des attaques et menaces continues des groupes armés non étatique est l'un des facteurs ayant rendu le travail des acteurs humanitaires difficile.

A cela s'ajoute des menaces particulières sur les conditions d'accès aux secteurs sociaux de base, aux infrastructures routières du fait des risques liés aux engins explosif improvisés et parfois traditionnels dans certaines zones en l'occurrence les communes d'Inates, Torodi, Makalondi et Goroual.

Aussi, la période hivernale intervenue au cours du deuxième semestre de l'année a apporté son lot de contrainte opérationnel notamment les pluies torrentielles ayant réduit la mobilité des acteurs humanitaires sur le terrain avec le remplissage des koris et l'impraticabilité des voies suite à ces pluies venues en grande quantité.

L'analyse des données du monitoring communautaire retrace deux principaux facteurs ayant joué globalement sur l'opérationnalité des acteurs notamment, les enlèvements des véhicules et les restrictions imposées par le gouvernement nigérien sur

les conditions d'accès à certaines zones. Ces conditions exigent des escortes militaires aux acteurs internationaux et nationaux pour accéder aux populations dans le besoin d'assistance.

Il faut noter aussi la dispersion des populations PDI et hôtes dans certaines zones d'accueils au moment des cultures hivernales, cela a été observée dans les villages d'accueils des communes d'Abala, Banibangu, Ouallam, et Tillabéri. Compte tenu de l'insuffisance des assistances humanitaires dans ces zones d'accueils, plusieurs ménages PDI ont entrepris des travaux champêtres et/ou autres activités pouvant leurs apportées des moyens de subsistance.

Au cours du mois de décembre 2019, plusieurs attaques d'envergures perpétrées par des éléments de groupes armés non étatique ont ciblé des positions militaires dans la région de Tillabéri, ayant occasionné des pertes en vies humaines dans les rangs des FDS. Cela a conduit le gouvernement une fois de plus à interdire la circulation des motos dans 10 départements de la région de jour comme de nuit.

Cette dernière mesure en date vient s'ajouter aux mesures déjà existantes dont entre autres les escortes militaires pour les acteurs, la restriction de circulation pour piéton à des heures etc.

III. MONITORING COMMUNAUTAIRE

a. Sécurité et bien être

Au vu de tout ce qui précède, la sécurité et le bien être des populations dans les zones d'urgences de la région de Tillabéri, devient de plus en plus alarmant. D'abord, l'environnement sécuritaire au cours des trois derniers mois de l'année 2019, les attaques des GANE se sont multipliées soit directement sur les populations civiles soit des affrontements dans les zones habitées par celles-ci.

Le monitoring communautaire effectué au cours du mois de décembre ressort une psychose généralisée et un sentiment de manque d'alternative, de délaissement de la part des acteurs d'assistance humanitaire chez les populations civiles.

Ensuite, les conditions de vie de ces populations qui se dégradent du jour au jour du fait de la rareté des services sociaux de base (santé, éducation, wash

etc.), de l'insuffisance voire arrêt quasi-total des assistances humanitaires pour des raisons citées plus haut. La fermeture et /ou l'inaccessibilité de certains marchés hebdomadaires limitent considérablement le ravitaillement et l'accès aux moyens de subsistances.

Enfin, les mauvaises récoltes enregistrées dans la région de Tillabéri, dû à la mauvaise pluviométrie. Dans les zones d'urgences des communes de Téra, Torodi, Makalondi, Gotheye, Ouallam, Abala, des espaces cultivables non pas été mis en valeur par les populations du fait des menaces des groupes armés non étatique. Ces derniers utilisent ces champs pour la plupart comme des couloirs de passages et par conséquent hostile à toute présence.

b. Mouvements de populations

Les mouvements de populations dans la région de Tillabéri, sont devenus complexes et multiformes. En effet, les suivis de ces mouvements effectués jusqu'à ce jour ont ressorti les mouvements primaires, secondaires, retours dans les villages d'origines, pendulaires etc. toutefois, au cours du mois de décembre 2019, plusieurs ménages dans la commune d'Inates ont quitté à destination du Mali.

Durant cette période de décembre un seul type de mouvement de population a été observé dans les différentes zones suivies par le monitoring communautaire notamment les mouvements secondaires.

c. Mouvement secondaire

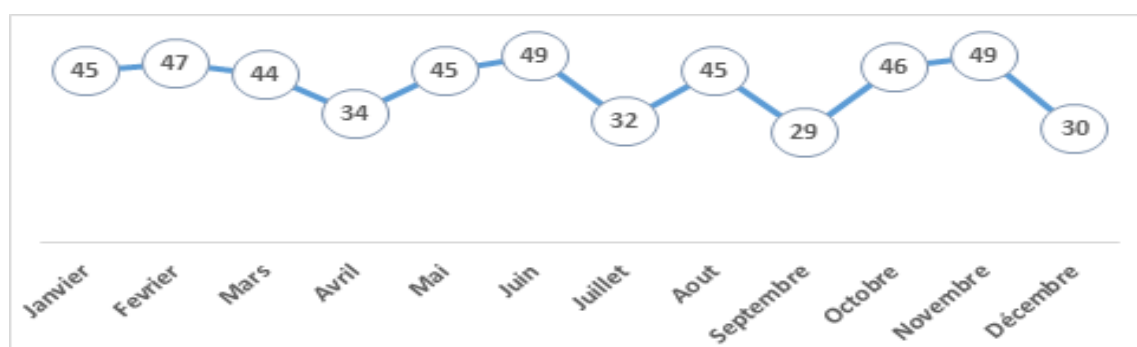
La situation sécuritaire tendue, l'arrêt quasi-total des assistances humanitaires, et l'accès limité aux moyens de subsistance dans les zones d'accueils des PDI de la région de Tillabéri, poussent de plus en plus ces personnes à effectuer des mouvements secondaires. Au cours de cette période 195 ménages de plus de 1200 personnes ont été concernées par ce type de mouvement dans les communes de Makalondi, Inates, et Torodi.

Pour la commune de Makalondi, les PDI de Boni, Tangounga qui sont venues en son temps de Tampatiga, Windeboki, gourgara effectuent de plus en plus de mouvements secondaires vers les chefs-lieux des communes de Makalondi, de Torodi et dans les environs de localités citées.

Pour la commune d'Inates, les derniers développements de la situation sécuritaire dans la commune d'Inates ci-dessus cités ont continué dans les villages de Tagdounat, ingraleytan, timbga avec comme corollaire des mouvements secondaires de ces populations des localités citées en direction de Ayérou.

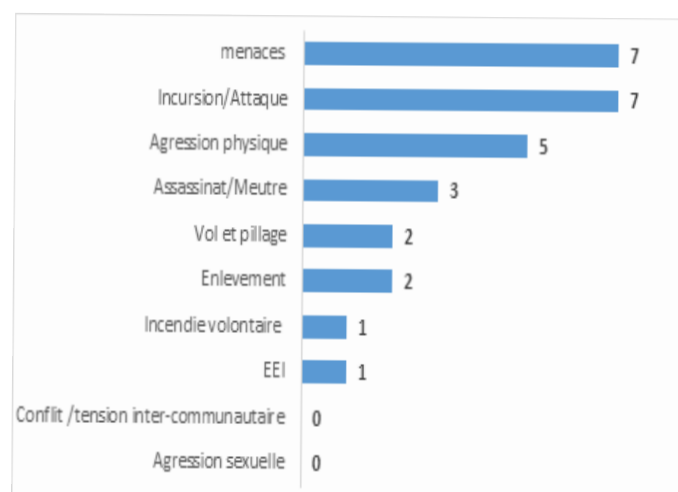
IV. INCIDENTS DE PROTECTION ENREGISTRES AU COURS DU MOIS DE DECEMBRE 2019

Graphique 1 : Tendance des incidents de protection de janvier à décembre 2019



Analyse: On constate une baisse des incidents de protection au mois de décembre par rapport à celui de novembre. Cette baisse est dû à la stratégie des GANE dans les zones frontalières qui désormais prennent pour cibles prioritaires les FDS et considèrent que les populations civiles sont acquises à leurs causes. Par conséquent ces populations sont plus exposées aux prélèvements des taxes sur bétail, menaces et intimidations que des attaques directes. Selon les résultats d'analyses de la situation globale actuelle, les groupes armés non étatique penseraient déjà asseoir leur stratégie de mise en confiance des

Graphique 2 : Répartition du nombre d'incidents de protection par typologie



Analyse : Au cours du mois de décembre 2019, les typologies des incidents les plus rapportés sont entre autres les menaces, incursions, agressions physiques. Cela s'explique par la réduction des attaques directes sur des personnes civiles qui semblent obéir aux diktats des GANE faute d'alternative, comme décrit ci-haut.

Il faut noter aussi trois assassinats et deux enlèvements de leaders communautaires pour des raisons citées plus haut. Ces types d'incidents sont enregistrés dans les villages frontaliers Niger-Mali-Burkina Faso, des communes de Makalondi, Torodi, Goroual et Inates. Ces villages frontaliers enregistrent pour la plupart une présence presque permanente des éléments de GANE. Se faisant, les leaders communautaires qu'ils estiment sont susceptibles de dénoncer leur présence, de les nuire sont menacés, voire assassinés. A cela s'ajoute l'explosion d'un engin EEL dans la commune de Goroual non loin d'une école. Cet incident, confirme une fois de plus les inquiétudes sur les risques liés aux EEL dans les zones d'opérations de la région de Tillabéri. Ces engins, posés très souvent sur les vois de passages des FDS, constituent aussi des véritables sources d'inquiétudes pour les populations ayant été victimes très souvent.

populations, qu'ils n'auraient plus besoin de commettre des actions majeures à leur endroit. Sauf pour les cas des leaders communautaires qu'ils ne pensent pas acquis à leurs causes. Les enlèvements et assassinats de ces leaders continuent encore dans les zones ou ceux-ci sont soupçonnés par les GANE de complicité avec les autorités et/ou FDS.

Aussi la stratégie de terreur mise en place dans les zones d'opération des GANE semble bien avoir des effets sur la population qui perde espoir jour et nuit sur les perspectives de leur sécurité. Au cours du mois de décembre, les incidents majeurs.

Graphique 3 : répartition du nombre d'incidents par auteurs

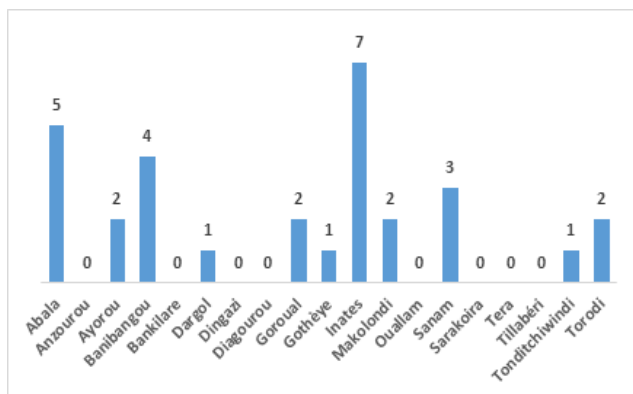


Analyse: de plus en plus des sources communautaires identifient les affiliations des éléments de GANE présents dans leurs zones et auteurs des incidents. Cela est dû au fait que ceux-ci effectuent des incursions plus fréquentes et prennent assez de temps dans les villages. Contrairement, à la situation du début de l'année 2019, ou les éléments des GANE effectuaient des incursions flash et se repliaient sans laisser de temps aux communautés de les identifier pour déterminer à quel groupe armé non étatique sont-ils affiliés.

Au cours du mois de décembre selon les incidents rapportés, 85% auraient été commis par des éléments de GANE, 10% déclarés comme inconnu par les sources d'informations, 4% commis par les membres de la communauté, et 1% par des hommes en tenues. Au cours de ce mois les incidents attribués aux hommes en tenues sont entre autres, des présumés incendies volontaires des cases d'un hameau au cours d'une patrouille et des tirs de sommation sur des camions civils dans la commune d'Inates.

La détermination des auteurs des incidents est effectuée par les communautés et points focaux au niveau communautaire, après chaque incident.

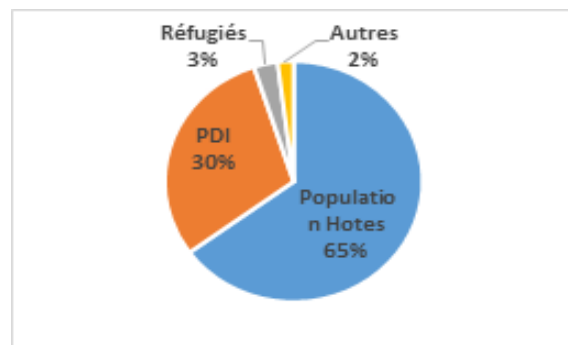
Graphique 4: Répartition du nombre d'incidents par communes



Analyse: au cours de cette période de rapportage quatre communes ont été plus touchées par les incidents de protection rapportés, notamment Inates, Banibangou, Abala, et Sanam. Toutefois deux communes se distinguent parmi ces quatre ci-citées, notamment Inates et Abala. En effet, la commune d'Abala a été concernée par des incursions pour prélèvement des taxes sur bétail, menaces, attaque et assassinat d'une personne, etc, rapportés par les sources communautaires d'information. Pour la commune d'Inates, les incursions, et attaques d'envergure contre la position militaire dans la commune et les menaces sont entre autres incidents rapportés par les sources communautaires d'informations dans la zone.

Il faut noter aussi parmi les communes touchées par les incidents de protection au cours du mois de décembre 2019, il y a celle de Sanam, quand bien même se trouvant dans une zone d'urgence absolue a eu moins d'incidents que d'autres, sauf pour les cas des sites d'accueils des PDI que la commune abrite dans les localités d'Ezza et Tagougel.

Graphique 5: Répartition des victimes par catégorie de personnes touchées



Analyse: la proportion des PDI parmi les victimes des incidents s'est fortement accrue au cours du mois de décembre. Cela est dû au fait que les zones qui accueillent plus de PDI sont de plus en plus touchées notamment Ayérou, Inates, Abala, Sanam et Torodi.

A ce jour les PDI tout comme les populations hôtes sont victimes des menaces et autres prélèvements de taxes sur le bétail. Les populations hôtes sont concernées par les incursions, menaces, enlèvements, assassinats des personnes par les groupes armés non étatiques. Pour les potentiels réfugiés dans les départements de Gotheye, Makalondi, Téra qui sont concernés par les menaces, agressions physiques...

V. PROTECTION DE L'ENFANCE

La situation sécuritaire tendue dans la région de Tillabéri, n'est pas sans conséquence sur la protection des enfants. A commencer par les restrictions d'accès aux zones imposées à tous les acteurs y compris ceux de la protection de l'enfance. La proportion inquiétante des incidents qui touchent les écoles est désormais dans toutes les zones d'urgences de la région, pas seulement les départements de Torodi et Téra qui étaient jusqu'alors touchés par les incendies volontaires

Selon les informations rapportées par les points focaux, les affrontements entre FDS et GANE dans les zones habitées, les assassinats ciblés, les enlèvements et incendies volontaires d'écoles sont effectués devant les enfants par des éléments des groupes armés non étatiques, de fois lourdement armés. La compilation des estimations des points focaux communautaires donne entre 1 000 à 1 500 enfants qui souffrent de troubles comportementaux

liés à la crise sécuritaire dans les zones frontalières de la région de Tillabéri.

Les cas enregistrés au cours du mois de décembre 2019, sont entre autres les deux affrontements entre FDS et GANE dans les communes d'Inates et Sanam. Ces affrontements ont eu lieu dans les zones habitées et/ou aux alentours. Il va s'en dire que les enfants sont fortement traumatisés. Dans ces conditions, la poursuite des programmes d'accompagnement des enfants au-delà du mois de décembre 2019 notamment en termes de soutien psychosocial à travers les espaces amis des enfants est plus que jamais une priorité. Par ailleurs, les sources d'informations communautaires sur la bande frontalière Niger-Burkina Faso, rapportent que plus de 2500 enfants reçoivent actuellement un enseignement selon le modèle de l'enseignement coranique prôné par les groupes armés non étatiques en fin décembre 2019. Cela représente une véritable menace

à court et long terme sur l'éducation de ces enfants si des dispositions de remédiation n'ont pas été prises à temps. En fin décembre, plusieurs projets de protection des enfants sont en cours de mise en œuvre dans les zones d'urgence de la région de Tillabéri. En dépit des difficultés d'accès de certains acteurs sur le terrain, ces projets constituent un soulagement pour

les enfants d'une part et d'autres part pour les parents.

Entre autres interventions des acteurs de protection il y a la mise en place et le renforcement des comités de protection de l'enfance, les espaces amis des enfants, l'appui psychosociale, et l'identification, documentation des enfants ENAS etc.

VI. VBG

Au vu de cette analyse qui précédait, les VBG, tout comme les autres risques de protection ne font que s'accroître en raison de la dégradation de la situation sécuritaire et une insuffisance de mesures de préventions en cours dans les zones les plus à risque. Toutefois, des actions de sensibilisations, de référencement, et prise en charge sanitaire menées et/ou offertes aux populations et victimes dans la région de Tillabéri.

Spécifiquement, 5 cas de viols ont été rapportés par les points focaux dont 3 cas sur mineurs dans les zones d'urgence, jusqu'en fin décembre 2019 bien que c'est en deçà pour la même période en 2018. Toutefois, cela témoigne de l'omniprésence des

risques, qui pèsent sur les femmes et enfants dans ces zones d'urgence.

A ce niveau des projets sur la prévention et réponses aux VBG sont aussi en cours jusqu'en fin décembre 2019. Avec la mise en place sur les sites PDI de la région des comités de prévention et protection contre les VBG, le renforcement des capacités des acteurs et membres des structures communautaires sur la problématique des VBG, le suivi et documentation des cas de survivantes rapportées et les sensibilisations communautaires sur la thématique menée par plusieurs acteurs de protection qui interviennent dans les zones d'accueils des PDI.

VII. RÉFÉRENCEMENT ET SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRE

Au cours de cette période des séances de sensibilisation ont été menées dans les communes d'accueil des PDI Makalondi, Abala, Sanam, et Ayérou. Ces sensibilisations ont porté sur la protection des enfants dans ce contexte à risque pour les enfants, les VBG en situation d'urgence... et ont touché 750 personnes dont 245 hommes, 321 femmes et 184 enfants filles et garçons.

Assistance individuel et/ou référencement des cas de protection

Zones	Nbre de cas iden.	Type de vuln.	Nbre assist. indi	Nbre référés
Djagourou	8	SV-FM : Mariage forcé / précoce	0	8
Ayérou	24	SM-CC : Condition médicale critique SF : Femme seule a risque	0	24
Abala	18	SM-MN : Malnutrition SM-CI : Maladie chronique SM-CC : Condition médicale critique	5	18
Total			5	50